

ASS/FG/II/MG

Pour le Maire



2023-48

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MARS 2023

OBJET : CONVENTION RELATIVE AUX MISSIONS DE SOUTIEN AUX POPULATIONS SINISTRÉES ET D'ENCADREMENT DE BÉNÉVOLES SPONTANÉS, ENTRE LA CROIX ROUGE FRANÇAISE ET LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES – ANNEXE

Nombre de conseillers en
exercice : 33

Nombre de conseillers
présents : 23

Nombre de votants :
31

Date de la convocation :
21 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois le vingt-huit mars à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à Mme JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Michel MASUYER, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL

Date de la publication : 30 mars 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. William COMBES

RAPPORTEUR : M. William COMBES

Vu les articles L. 2212-1 à L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L. 725-1 à L. 725-9 et R. 725-1 à R. 725-13 du Code de la sécurité intérieure ;
Vu le décret n° 2017-250 du 27 février 2017 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile
Vu les arrêtés ministériels n° INTE1702342A et n° INTE1702334A du 27 février 2017, relatifs aux agréments « B » et « C » des associations de sécurité civile ;
Vu l'arrêté du 29 juin 2021 portant renouvellement de l'agrément national de sécurité civile pour la Croix-Rouge française ;

En cas de situation d'urgence et de sinistre au niveau communal, il est nécessaire que la réponse soit rapide et organisée. Ainsi, la direction des opérations de secours repose en général sur le Maire au titre de ses pouvoirs de police.

L'article L. 2212-2 al. 5 du CGCT dispose que : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : (...) Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ».

À cet égard, le Maire a l'obligation de diriger les acteurs impliqués dans les opérations de secours et de gestion de crise, ainsi que celle d'en rendre compte au préfet du département. Le projet de convention entre la Croix Rouge française (CRf) et la commune, annexé à la présente délibération, a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la CRf et la commune de Lézignan-Corbières, dans le cadre des missions de soutien aux populations et d'encadrement des bénévoles spontanés et des réserves communales de sécurité civile.

Le projet de convention précise notamment :

- les niveaux d'intervention de la CRf : ceux impliquant les agréments de type B (Soutien et accompagnement des populations victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes) et de type C (Encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations).
- les modalités d'exécution des missions en termes de moyens humains, matériels et financiers.
- Les modalités de collaboration entre la CRf et la commune.
- La durée de la convention, laquelle est fixée à une année civile à partir de sa signature par les parties.
- Son renouvellement par tacite reconduction pour des périodes d'une année civile.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération, ses avenants éventuels, et les renouvellements futurs de la convention, dès lors que ses éléments substantiels demeurent identiques, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal,
A l'unanimité

Décide :

1/ **D'approuver** la convention annexée à la présente délibération.

2/ **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération, ses avenants éventuels, et les renouvellements futurs de la convention, dès lors que ses éléments substantiels demeurent identiques, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
William COMBES

